

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### **Madagascar plaide pour un financement souverain et durable de la santé en Afrique**

En marge de l'Assemblée de l'Union Africaine à Addis-Abeba, une délégation malgache, composée des membres du Ministère de l'Économie et des Finances et du Ministère de la Santé Publique a participé au dialogue sur les finances et la santé.

Co-organisé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et Africa CDC (Centre africain de prévention et de contrôle des maladies), ce dialogue de haut niveau a été placé sous le thème : « Faire progresser le programme de l'Afrique en matière de sécurité et de souveraineté sanitaires par le renforcement de la collaboration entre les dirigeants des Finances et de la Santé ».

Il a réuni les ministres africains des Finances et de la Santé, ainsi que des partenaires techniques et financiers, et des représentants du Secteur Privé.

Une session ministérielle a été programmée et consacrée à l'élargissement de l'espace budgétaire dédié à la santé, à la mise en place de mécanismes de financement innovants et durables pour les systèmes de santé, ainsi qu'au renforcement de la sécurité sanitaire et de la résilience. Et c'est dans cette optique que le Ministre de l'Économie et des Finances, Dr Herinjatovo Aimé RAMIARISON, est intervenu en qualité de panéliste aux côtés de ses homologues du Nigeria, du Tchad, de la Gambie, du Burundi, du Congo, de la Tanzanie et de la République Centrafricaine. Il a souligné la nécessité d'intégrer pleinement la santé dans les stratégies de développement économique, en la considérant comme un investissement structurant favorisant la productivité et la croissance.

Dans cette perspective, Madagascar concentre ses efforts sur la rationalisation des dépenses publiques et l'optimisation des recettes fiscales en particulier la lutte contre la fraude afin de dégager davantage d'espace budgétaire en faveur du secteur de la santé. Le Ministère de l'Économie et des Finances appuie et encadre les agents du Ministère de la Santé en matière d'exécution budgétaire, afin d'optimiser l'utilisation des ressources allouées.

Par sa participation active à ce dialogue, Madagascar réaffirme son engagement en faveur d'un financement durable et souverain de son système de santé, au service du développement économique et du bien-être de sa population.

Addis-Abeba, le 13 février 2026